

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°718 du 22 mai 2025**

VALANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR L'EXPLOITATION  
D'UNE INSTALLATION DE TRAITEMENT THERMIQUE DE DÉCHETS NON DANGEREUX

COMMUNE DE DIJON

-

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR,  
PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et L. 541-1 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016 portant autorisation d'exploiter une unité de valorisation énergétique sur la commune de Dijon ;
- Vu** la lettre préfectorale du 10 février 2020 modifiant l'article 1.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016;
- Vu** l'arrêté préfectoral N°1427 du 27 septembre 2023 modifiant l'article 1.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016;
- Vu** le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets annexé au Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté approuvé le 20 novembre 2024 et en particulier le paragraphe 15.4.3 de son annexe 3b ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance du 15 juillet 2024 demandant l'ouverture de la zone de chalandise dans le but de pouvoir traiter des déchets valorisables issus de toute zone de la région Bourgogne-Franche-Comté dans l'Unité de Valorisation Énergétique de Dijon ;
- Vu** l'avis du Conseil Régional de la Région Bourgogne-Franche-Comté en date du 23 septembre 2024 ;
- Vu** le rapport du 07 avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 09 avril 2025 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement en vue de la sollicitation du CODERST;
- Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 09 avril 2025 ;
- Vu** l'avis du CODERST du 17 avril 2025,

**CONSIDÉRANT** que l'Unité d'Incinération d'Ordures Ménagères exploitée par Dijon Métropole est une Unité de Valorisation Énergétique ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'ouverture de zone de chalandise ne crée aucune modification des quantités maximales de déchets traitées sur le site de l'incinérateur exploité par Dijon Métropole ;

**CONSIDÉRANT** que l'ouverture de la zone de chalandise permet la valorisation énergétique de déchets destinés précédemment à l'élimination par enfouissement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet répond à la hiérarchisation des modes de traitement des déchets rappelée dans les objectifs du PRPGD annexé au SRADDET de la région Bourgogne-Franche-Comté susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le PRPGD annexé au SRADDET de la région Bourgogne-Franche-Comté susvisé prévoit :

- d'élargir le périmètre d'alimentation actuel des unités d'incinération avec valorisation énergétique permettant de compenser la baisse du tonnage de déchets résiduels des territoires actuellement desservis et d'adapter si nécessaire les arrêtés d'autorisation en ce sens,

- de proposer une solution de valorisation énergétique aux territoires dont les déchets résiduels sont actuellement envoyés en stockage,

- l'optimisation du fonctionnement des usines d'incinération de déchets non dangereux en réduisant les vides de fours et en traitant en priorité les déchets de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;

- que les apports de déchets non dangereux respectent le principe de proximité, selon lequel les déchets proviennent de départements voisins à l'installation et situés en région Bourgogne-Franche-Comté ;

**CONSIDÉRANT** que l'avis du Conseil Régional susvisé demande à n'autoriser l'extension de la zone de chalandise que sur les départements de l'ex-Bourgogne, afin de ne pas déstabiliser l'équilibre de fonctionnement des Unités de Valorisation Énergétique de l'ex-Franche-Comté ;

**CONSIDÉRANT** que le risque de déstructuration des filières de traitement actuellement en place en ex-Franche-Comté ne semble pas avéré sur l'ensemble des départements de l'ex-Franche-Comté ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de limiter la zone de chalandise aux départements voisins de l'installation situés en Bourgogne-Franche-Comté, excluant de fait les départements du Doubs et du Territoire de Belfort ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

**ARRÊTE**

## **ARTICLE 1 – Identification**

Dijon Métropole, dont le siège social se situe 40 avenue du Drapeau – CS 17510 – 21075 DIJON CEDEX, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la ville de Dijon, rue Alexander Fleming, une installation de traitement thermique de déchets non dangereux, est tenue de respecter, dans le cadre des demandes de modification des conditions d'exploitation des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants à la date de la publication du présent arrêté.

## **ARTICLE 2 – Nature des déchets admis**

L'article 1.2.3.1. « Nature des déchets admis » de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016, modifié par la lettre préfectorale du 10 février 2020 et l'arrêté préfectoral N°1427 du 27 septembre 2023, est remplacé par les dispositions suivantes :

### **Article 1.2.3.1 a) En fonctionnement courant**

Le traitement des déchets ménagers et assimilés en provenance de la Côte-d'Or reste prioritaire à l'ensemble du traitement des autres gisements.

De façon générale, le traitement des déchets ménagers et assimilés reste prioritaire à l'ensemble du traitement des autres types de déchets.

Le traitement des déchets d'activités économiques non dangereux assimilables à des déchets ménagers est autorisé sous réserve que les déchets aient fait l'objet d'un tri préalable et respectent la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie au II de l'article L541-1 du code de l'environnement.

Les déchets autorisés à être reçus sur l'installation et leur provenance sont précisés dans le tableau suivant :

|   | Provenance (au sens du lieu de production)   | Restriction particulière  |
|---|--|---|
| déchets ménagers et assimilés, non dangereux, y compris refus de tri des déchets ménagers                             | <ul style="list-style-type: none"><li>• Côte-d'Or</li></ul>  |   |
|   | <ul style="list-style-type: none"><li>• Yonne</li><li>• Nièvre</li><li>• Saône-et-Loire</li><li>• Haute-Saône</li><li>• Jura</li></ul> | Le traitement des déchets ménagers et assimilés reste prioritaire à l'ensemble du traitement des autres types de déchets. |
| déchets d'activités économiques non dangereux assimilables à des déchets ménagers (triés après acceptation préalable) | <ul style="list-style-type: none"><li>• Yonne</li><li>• Nièvre</li><li>• Saône-et-Loire</li><li>• Haute-Saône</li><li>• Jura</li></ul> | Maximum de 25 000 tonnes /an au global (DMA+DAE)  |
|   | <ul style="list-style-type: none"><li>• Côte-d'Or</li></ul>  |   |
| déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI)   | <ul style="list-style-type: none"><li>• région Bourgogne-Franche-Comté</li><li>• départements limitrophes à cette région</li></ul>     |   |

|  | Provenance (au sens du lieu de production)  | Restriction particulière |
|--|---|--------------------------|
| déchets pharmaceutiques appartenant aux rubriques n°18 01 09 et 18 02 08 de la liste des déchets qui figure à l'annexe II de l'article R541-8 du Code de l'Environnement | <ul style="list-style-type: none"> <li>• région Bourgogne-Franche-Comté</li> <li>• départements limitrophes à cette région</li> </ul> |                          |
| déchets souillés par des médicaments anticancéreux appartenant à la typologie décrite à l'article 1 de la circulaire interministérielle du 13 février 2006               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• région Bourgogne-Franche-Comté</li> <li>• départements limitrophes à cette région</li> </ul> |                          |

#### Article 1.2.3.1 b) En dépannage d'autres installations

De manière ponctuelle, l'installation peut accueillir les déchets ménagers et assimilés en provenance d'une installation de traitement provisoirement à l'arrêt selon les conditions précisées au tableau suivant. Le traitement des déchets ménagers et assimilés en provenance de la Côte-d'Or reste prioritaire à l'ensemble du traitement des autres provenances.

Les circonstances d'arrêt de l'installation sont qualifiées d'exceptionnelles si elles sont non anticipables.

|   | Provenance ( au sens du lieu de production)           | Conditions de délestage   | Information/Accord préalable                                     | Comptabilisation dans la capacité annuelle d'incinération |
|---|---|---|--|---|
| déchets ménagers et assimilés, non dangereux, y compris refus de tri des déchets ménagers | Région Bourgogne-Franche-Comté                        | délestage ponctuel et limité dans le temps (< 60 jours) et tonnage total sur cette durée et par département inférieur à 1500 tonnes | information préalable de l'Inspection des installations classées | Non si circonstances exceptionnelles<br>Oui sinon         |
|   | Aube<br>Haute-Marne                                   | délestage ponctuel et limité dans le temps (< 60 jours) et tonnage total sur cette durée et par département inférieur à 1500 tonnes | information préalable de l'Inspection des installations classées | Non si circonstances exceptionnelles<br>Oui sinon         |
|   | Région Bourgogne-Franche-Comté<br>Aube<br>Haute-Marne | autres cas  | Sous réserve d'un accord préalable préfectoral écrit             | Non si circonstances exceptionnelles<br>Oui sinon         |
|   | Autres départements                                   | -   | Sous réserve d'un accord préalable préfectoral écrit             | Oui   |

|   | Provenance ( au sens du lieu de production)  | Conditions de délestage                                 | Information/Accord préalable                                     | Comptabilisation dans la capacité annuelle d'incinération |
|---|--|---|--|---|
| déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) + déchets pharmaceutiques et déchets souillés par des médicaments anticancéreux, mentionnés dans le tableau précédent | Départements français des régions limitrophes à la région Bourgogne-Franche-Comté (autres que ceux mentionnés dans le tableau précédent) | délestage ponctuel et limité dans le temps (< 90 jours) | information préalable de l'Inspection des installations classées | Oui   |
|   |  | Autres cas  | Sous réserve d'un accord préalable préfectoral écrit             | Oui   |

La demande ponctuelle de délestage qui nécessite un accord préalable préfectoral écrit contient notamment les éléments suivants :

- durée du délestage (dates de début et fin), tonnage (journalier, hebdomadaire et total) ;
- justification des capacités techniques à réceptionner et traiter des flux supplémentaires de déchets ménagers et assimilés, non prévus en fonctionnement normal de l'UIOM ;
- justification que les déchets sont bien « en provenance de » l'installation provisoirement arrêtée ;
- justification de la compatibilité avec les plans régionaux de déchets (région BFC et région de production des déchets) ;
- démonstration qu'il n'existe pas d'exutoire de proximité plus proche, disposant d'un vide de four (ou de fouille) suffisant pour l'admission de ces déchets ménagers et assimilés. Une information (courrier ou courriel) de chaque exutoire sollicité par l'installation provisoirement à l'arrêt, argumentant son refus, est notamment attendu ;
- accord de réciprocité, le cas échéant.

### **ARTICLE 3 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la métropole Dijon Métropole.

#### **ARTICLE 4 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 5 – Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la ville de Dijon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation

Le secrétaire général

SIGNÉ

Denis BRUEL